

L'exil chilien en France entre mobilités transnationales et échanges

Nicolas Prognon

▶ **To cite this version:**

Nicolas Prognon. L'exil chilien en France entre mobilités transnationales et échanges. Amnis - Revue de civilisation contemporaine, Europe/Amériques, 2013, pp.ISSN électronique 1764-7193. hal-00940711

HAL Id: hal-00940711
https://hal.science/hal-00940711

Submitted on 2 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'exil chilien en France entre mobilités transnationales et échanges

PROGNON Nicolas, FRAMESPA-GRHI, UTM, n.prognon@laposte.net

Lors de sa visite officielle au Chili, le 25 janvier 2013, le premier ministre français, Jean Marc Ayrault s'est rendu au cimetière général de Santiago pour se recueillir symboliquement sur la tombe de Salvador Allende. Ce geste fort de sens s'inscrit dans la continuité d'une histoire commune. En effet, au cours du XXème siècle, on assiste à une multiplication échanges et une diversification des transferts entre la France et le Chili ; ce processus initialement de faible envergure connaît un essor fulgurant à partir des années 70 pour des raisons conjoncturelles et politiques.

Car avec l'élection de Salvador Allende à la présidence de la République chilienne, en septembre 1970, ce pays devient un centre d'intérêt pour une France fascinée par l'expérience de « la voie chilienne vers le socialisme ». Elle répond point par point aux atermoiements d'une gauche française en pleine recomposition. Des mobilités vers Santiago voient le jour pour scruter cette actualité ; elles conduisent à des transferts d'idéologie puis à la mythification de l'Unité populaire et de Salvador Allende[1].

Le coup d'Etat, du 11 septembre 1973, inverse ce mouvement et provoque un échange dirigé vers la France. Des milliers de Chiliens fuient leur pays et se réfugient en France où la résonance du pronunciamiento est très forte. Ils deviennent les dépositaires de la « lutte contre le fascisme et l'impérialisme américain » et, de fait, des réfugiés modèles.

Par ces représentations mentales et ces transferts idéologiques, une politique d'accueil ad hoc se structure pour accueillir ces personnes. Ces dernières jouissent d'une solidarité hors norme pour une population exilée. Elles vont connaître un processus d'intégration marqué par le sceau de l'exil et leur composition sociologique particulière permet de nouer des échanges prégnants entre la société d'accueil et « leur » Chili. Ces transferts vont également alimenter un intense travail de dénonciation. Malgré le retour mitigé d'une frange de cette population, des liens indéfectibles se sont tissés, traces d'un transnationalisme plus culturel et politique qu'économique.

[1] Olivier Compagnon, « L'Euro-Amérique en question. Comment penser les échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine ? », manuscrit publié dans *Nuevo Mundo-mundos nuevos* (2009), http://nuevomundo.revues.org/index54783.html.

A l'origine des transferts culturels puis idéologiques

Longtemps, le Chili est resté un pays largement méconnu, « du bout du monde », isolé et marqué par l'influence de la colonisation espagnole. Pourtant, les rares Français qui débarquent, au demeurant critiques vis-à-vis d'une société archaïque et classiste, ne restent pas insensibles à leur sens du politique. Ainsi, la constitution de 1833 considérée comme « l'une des plus sages de l'Amérique du Sud » positionne, déjà, ce pays comme étant l'un des plus légaliste du sous-continent et fortement attaché au poids d'une institution militaire placée sous le contrôle du pouvoir présidentiel qui n'hésite pourtant pas à intervenir lorsqu'elle estime le gouvernement civil dangereux comme ce fût le cas en 1924 et en 1973[2].

Or, les relations économiques et diplomatiques sont plutôt distendues et seule la culture échappe à ce manque d'investissement avec l'Alliance française dont l'action est complétée par la présence de coopérants et scientifiques ; la création de deux instituts français à Santiago en 1947 et à Valparaiso en 1950 s'inscrit dans cette volonté de coopération culturelle entre la France et le Chili. Politiquement, lors de son séjour au Chili, du 29 septembre au 3 octobre 1964, le Général De Gaulle souligne l'appartenance de la France et de l'Amérique latine à une même communauté humaine dont les racines linguistiques, l'histoire, les valeurs, la civilisation, la religion sont communes[3] ; ce qui active la coopération culturelle, technique et administrative de la France avec cette région[4].

Pourtant, les relations avec l'Hexagone se renforcent surtout à partir de l'élection de Salvador Allende. Dès le début de l'expérience de l'Unité Populaire, la « France de gauche » s'intéresse au nouvel élu avec une empathie militante, qui tranche avec sa quasi indifférence au sort des autres pays du Cône sud. Synchroniquement, les médias nationaux alimentent par un foisonnement d'articles hors du commun cet intérêt particulier. On peut estimer à plusieurs milliers le nombre d'articles relatifs à l'histoire contemporaine et immédiate du Chili[5]. Cet engouement médiatique est à mettre en relation avec l'évolution connue par la gauche française dès la fin des années soixante.

A l'instar de la constitution de l'Unité populaire comprenant les partis de gauche traditionnels : PSC, PCC et Parti radical, auxquels s'ajoutent le MAPU, le Parti social démocrate et l'Action populaire indépendante, en France, les forces de gauche s'exercent à la convergence idéologique.

En 1969, sous l'impulsion d'Alain Savary, la Section Française de l'Internationale Ouvrière fusionne avec l'Union des clubs pour le renouveau de la Gauche pour donner naissance au Parti socialiste dont François Mitterrand devient le premier secrétaire lors du congrès d'Epinay, en juin 1971. En outre, en 1972, le parti adopte le programme « changer la vie » et signe avec le Parti Communiste un Programme commun. Dès lors ces formations entament une progressive reconquête du pouvoir. D'ailleurs, les analogies entre le socialisme à la française et l'expérience chilienne paraissent évidentes à partir de cette date. L'Union de la

[2] Pierre Vayssière, *Le Chili d'Allende et de Pinochet dans la presse française : passions politiques, informations et désinformation 1970-2005*, L'Harmattan, Paris, 2005, p.7. José Del Pozo, *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, de 1825 à nos jours*, Editions Nouveau Monde, 2006, p.82-84. Marie-Noëlle Sarget, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 1996, p.67-77.

[3] Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Ed. de Fallois-Fayard, Paris, 1997, p.506-522.

[4] Georges Couffignal, « La politique étrangère de la France vis-à-vis de l'Amérique latine », *Mondes émergents : l'Amérique latine est bien partie*, La documentation française-IHEAL, 2011, p.62.

[5] P. Vayssière, op .cit.

gauche rassemble les mêmes partis que l'Unité populaire ; le Programme commun a pour but de transformer la société. Et, Allende comme Mitterrand a été élu après plusieurs échecs[6].
Donc, parallèlement à cette reconstruction, les yeux des principaux dirigeants de la gauche française ne vont avoir de cesse d'observer l'expérience de la voie chilienne vers le socialisme. Suite à l'élection d'Allende Claude Estier va à Santiago, en novembre 1970, et il rend compte de cet équilibre politique atypique entre le respect de la légalité et l'application d'un programme « révolutionnaire ». La première année d'exercice au pouvoir de l'Unité Populaire est l'occasion de dresser un bilan provisoire pour un parti socialiste impressionné par l'application d'un programme qualifié de méthodique. La transition vers le socialisme au Chili avance et, sans nier les difficultés rencontrées, le PSF souligne l'unité qui perdure au sein de la gauche chilienne et le soutien du peuple chilien au président Allende. Ainsi, en novembre 1971, deux délégations partent séparément à Santiago, l'une communiste avec Jacques Duclos et Etienne Fajon et l'autre socialiste conduite par François Mitterrand, Claude Estier et Gaston Defferre. Leur but est d'évaluer ce laboratoire politique qui peut devenir un modèle synthétisant la révolution sociale et la légalité dite bourgeoise ; cette même année, les « entretiens avec Allende sur la situation au Chili » rapportés par Régis Debray sont publiés chez Maspero pour clarifier les finalités de la politique chilienne. À la fin de l'année 1971, le PSF tente d'analyser les éventuelles erreurs à ne pas commettre et les difficultés rencontrées lors du passage au socialisme par la voie démocratique. Le voyage de François Mitterrand revêt une tout autre importance : il n'est pas uniquement un socialiste mais le leader du parti socialiste français. En tant que tel, ce séjour prouve la volonté française d'instaurer une solidarité socialiste internationale avec le Chili. Ce choix est d'autant plus judicieux que l'Unité Populaire chilienne vient de fêter sa première année de gouvernement et que son action est considérée comme exemplaire par la gauche française. Le secrétaire général du PSF courtise Salvador Allende, icône de la « Révolution dans la légalité ».
Coïncidence ou non, la signature du programme commun fait suite à ce voyage au cours duquel il déclare au président chilien « Le parti socialiste français souhaite parvenir à une conclusion d'un programme commun de gouvernement de toute la gauche comme vous l'avez fait vous-même. Ce n'est donc pas par hasard que nous avons réservé au Chili notre premier voyage » ; François Mitterrand est même surnommé dans la presse chilienne, « l'Allende Français » preuve qu'il illustre pleinement le renouveau du parti socialiste et plus largement de la gauche française[7]. En outre, le parti socialiste français ne manque pas de communiquer sur la réalité de la situation chilienne. Pour ce faire, divers comités de soutien se mettent en place dans l'Hexagone et de nombreuses réunions ont lieu à la Mutualité offrant la possibilité à des acteurs chiliens d'expliquer les enjeux de la crise et l'étendue des difficultés du passage au socialisme dans un pays latino-américain dépendant des Etats-Unis. Par pragmatisme, la finalité politique est d'éviter tout amalgame entre les situations française et chilienne.
Au mois de mars 1973, l'Unité populaire est sur le devant de la scène en raison des calendriers électoraux respectifs étant donné que les élections législatives ont lieu dans les deux pays ; l'espoir de la gauche se tourne vers le Chili, dont l'ambassadeur en France est le poète et prix Nobel, Pablo Neruda. Il existe, de surcroît, une convergence entre les panoramas politiques français et chilien : les partis politiques et leurs idéologies sont similaires si bien que l'Unité Populaire constitue un modèle potentiellement transférable pour "l'Union de la

[6] Georges Dupoy, *La chute d'Allende*, Robert Laffont, Paris, 1983, p.8-14.
[7] Claire Lepage, « Le parti socialiste français face à l'expérience de l'Unité populaire chilienne », *La lettre n°23*, Institut François Mitterrand, Paris, 2008, p.3

gauche". Le coup d'Etat du 11 septembre 1973, par sa violence disproportionnée, étant donné le rapport de force, participe à la mythification de cette utopie martyre et de son président défunt qui s'inscrivent, alors, dans l'imaginaire collectif comme des parangons de la révolution et d'un socialisme à visage humain détaché d'un centralisme démocratique devenu suspect.

Le coup d'Etat et l'exil : transferts de population et de représentations mentales

Les réactions au Coup d'Etat et l'accueil bienveillant vis-à-vis des ressortissants chiliens ne sont pas étrangers aux transferts idéologiques évoqués ci-dessus. En liminaire, évoquons l'action de l'ambassadeur de France, M. de Menthon, qui entre le 11 septembre et le 11 décembre 1973, accueille des Chiliens et il tente des concertations avec les autorités militaires pour faire libérer des proches de ces derniers. De fait, les portes de l'administration française sont ouvertes pour l'accueil des réfugiés et des crédits alloués par le cabinet du ministre des Affaires étrangères, M. Jobert[8]. Ajoutons, ceux, réfugiés dans d'autres ambassades ou placés sous la protection du HCR. L'ambassade de France et la chancellerie deviennent des zones de protection surveillées par les militaires et les carabiniers. Aussi, à partir de la fin de l'année 1973, les flux en direction de la France sont gérés par les associations humanitaires chiliennes, le Comité pro Paz, remplacé par le Vicariat de la Solidarité en janvier 1976, et la Fondation d'Aide Sociale des Eglises Chrétiennes (FASIC), les organisations internationales, le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) et le Comité Intergouvernemental pour les Migrations Européennes (CIME), des institutions françaises, et des associations humanitaires chargées de la solidarité avec le Chili.
L'échec de Salvador Allende a une résonance exceptionnelle et ce vif intérêt s'enracine surtout dans la nostalgie et dans la quête d'un modèle de socialisme à « visage humain »[9]. L'ensemble de l'opinion publique française est choqué par la violence du pronunciamiento[10]. Les partis politiques et les syndicats s'investissent dans la solidarité et des appels à manifester pour dénoncer le coup d'État et la mort du président Salvador Allende. En outre, le Parti socialiste et le Parti communiste effectuent une série d'interventions parlementaires auprès du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères pour réclamer que la France se déclare officiellement prête à offrir l'asile politique aux réfugiés chiliens qui le demanderaient.
De leurs côtés, les militants et sympathisants de gauche se mobilisent dès le 12 septembre 1973, à l'appel des formations politiques et syndicales françaises, regroupées au sein du "Comité des 18 »[11], tandis que s'organisent partout des Comités de solidarité. La lecture des différents éditoriaux publiés dans la presse française au lendemain du coup d'Etat témoigne de cet émoi[12]. Plusieurs incitations sont adressées à la population pour collecter des fonds et soutenir les formations politiques chiliennes pourchassées par la Junte. Et, en novembre 1973, un Comité de coordination pour l'accueil des réfugiés est créé regroupant d'une part des

[8] Ibid, p.68.
[9] P. Vayssière, op.cit, p.145.
[10] « Seule l'extrême droite justifie le coup d'Etat », idem, p.58-59.
[11] Parti communiste français, Parti socialiste, Mouvement des radicaux de gauche, Parti socialiste unifié, Objectifs, CGT, CFDT, Fédération de l'Education nationale, Ligue des droits de l'homme, Unef, Union des grandes écoles, Uncal, Jeunesse des radicaux de gauche, Centres confédéraux des jeunes CGT et CFDT, Jeunesses ouvrières chrétiennes, Mouvement de la jeunesse communiste.
[12] Nicolas Prognon, *Les 50 jours ayant suivi la chute de l'Unité populaire vus par la presse quotidienne française*, Mémoire de Maîtrise en histoire de l'Amérique latine, dirigé par P. Vayssière, 1993, p.152-177.

organismes publics, le Ministère des Affaires étrangères, l'Office Français pour les Réfugiés et Apatrides (OFPRA), le Service Social d'Aide aux Emigrants (SSAE), et des associations laïques, France Terre d'Asile (FTDA), et religieuses, la CIMADE, le secours Catholique et le Comité Juif d'aide sociale et de reconstruction[13]. Concrètement, la solidarité se structure dans les quelques mois consécutifs au coup d'Etat.
Par conséquent, le renversement de Salvador Allende provoque un transfert de population et des représentations. Si le Chili, ce laboratoire scruté avec une certaine admiration, devient un pays qui, à travers le régime militaire, est honni par la société française. L'hallali de l'Unité populaire a montré les erreurs à éviter et cela, les formations de gauche les plus pragmatiques ne l'ont pas oublié. De ce fait, la solidarité propre à cet exil trouve son origine à la fois dans l'histoire immédiate chilienne et la population exilée accueillie en France[14].
Nous estimons la population chilienne présente en France, selon les moments entre 5.000 et 15.000 personnes au cours de la période proprement dite de l'exil, soit entre 1973 et 1994. Majoritairement, les exilés militent dans des Comités de solidarité avec le Chili dans lesquels ils dénoncent les violations des droits de l'homme ; ces structures servent, également, de courroies de transmission entre les nouveaux arrivants et les organismes d'accueil.
Cette lutte les pousse à développer, également, des micro-médias dans les pays d'accueil où ils constituent des réponses à la répression des militaires[15]. Plus de 200 revues sont publiées par les exilés. Quel que soit leur contenu, poétique, littéraire, ou politique, elles critiquent la politique de la junte, afin que le temps n'effaçât point des mémoires l'actualité chilienne. Les partis politiques en exil profitent de cet élan de solidarité pour concevoir leur propre micro média d'opposition : le PCC avec les revues *Canto libre* et *Araucaria de Chile*, ou encore, la revue du Parti socialiste, *Nous les Socialistes*[16] ; le *bulletin informatif* de la CUT, édité par la CEXCUT est, de 1978 à 1988, la voix officielle des travailleurs chiliens en exil[17]. Certains micros-médias, bien que politisés, ont leur spécificité comme *Voces de mujer* , édité par un groupe de femmes, l'association franco-chilienne de Fontenay sous Bois, formé d'anciennes militantes de l'Unité populaire.

Par ailleurs, des intellectuels chiliens en exil se regroupent pour unir leur projet de travail et œuvrer pour une nouvelle littérature latino-américaine. Des congrès d'écrivains se tiennent à Paris et en province, et, avec l'exil, sont publiées les premières anthologies de la poésie chilienne, supports de la dénonciation du vécu des Chiliens en exil.

Parallèlement, nombre d'auteurs, de compositeurs, de chanteurs compositeurs et de groupes musicaux se réfugient en France, à l'instar d'Angel Parra, Patricio Manns ou de Quilapayún. Par syncrétisme, la *nueva canción* intègre les contingences de l'exil, comme le note Eduardo Carrasco Pirard, membre historique des Quilapayún, « En France, nous avons trouvé un milieu artistique plus ouvert et sophistiqué avec des institutions de musique qui couvrent amplement les nécessités de diffusion, de production et de formation[18] ». L'iconographie est

[13] Alice Médigue, *Mémoires latino-américaines contre l'oppression, témoignages d'exilés du Cône sud (1960-2000)*, Indigo, Paris, 2008, p.109.
[14] Joan Simalchik, « The material Culture of Chilean Exile : A Transnational Dialogue », *Refuge*, n°23, 2006, p.95-105.
[15] Luis Del Rio, *Les micro-médias imprimés : recherches sur la micropresse pendant la résistance chilienne 1973-1989*, thèse de doctorat, Paris la Sorbonne Nouvelle, 1996, p.7.
[16] http://www.socialismo-chileno.org/
[17] Prognon Nicolas, *Les exilés chiliens en France, entre exil et retour (1973-1994)*, EUE, Saarbrücken, 2011, p.347-351.
[18] Eduardo Carrasco Pirard, « Exilio musical en Francia », *Revista musical chilena*, n°199, Santiago, 2003, p.74.

aussi un outil de dénonciation efficace et populaire qui utilise une symbolisation universelle pour rejeter les excès de la dictature. Les affiches accusent, dénoncent la faim, la misère et le chômage ; pleines d'espoir, elles expriment la liberté et mettent en exergue un message de solidarité[19].

De leur côté, les peintres de la brigade Pablo Neruda initient les pays d'accueil à l'art des *murales* avec de gigantesques fresques qui représentent la cordillère des Andes, tel un mur les séparant du Chili[20]. Dans la même optique, les créateurs chiliens coordonnent leur activité culturelle et militante à travers le cinéma. Leurs réalisations rompent avec les barrières esthétiques traditionnelles. Selon une chronologie effectuée par le Centre de documentation de la Cinémathèque de Paris, les cinéastes chiliens produisent plus de 178 films entre 1973 et 1984, dont 39 en France[21]. Les réalisateurs chiliens sont, pour les plus connus, Helvio Soto, Percy Matas, Valeria Sarmiento et Raúl Ruiz[22]. Le théâtre populaire rebondit avec l'exil. La troupe Aleph, dirigée par Oscar Castro, à Paris, poursuit le travail accompli par des artistes emprisonnés après le coup d'Etat. A l'activité du théâtre Aleph, se rajoute celle du groupe de Hugo Pertier engagé auprès des Chiliens. Or, la quasi-totalité des oeuvres réalisées par les exilés sont inconnues au Chili à cause de la censure.

Echanges humains et culturels à travers le retour des exilés

Avec le retour, chez les exilés se rassemblent les composantes d'une mémoire collective alors que ce passé douloureux a laissé des stigmates que nombre de Chiliens préfèrent occulter. La production culturelle en exil a permis de fixer une narration de l'histoire de l'Unité populaire en retenant du passé ce qui est resté vivant au sein de leur groupe particulier sans arriver à dépasser les cadres fixés par l'héritage de la dictature. Elle a favorisé la prise de conscience de cette réalité et a permis de faire acte de résilience face à l'apathie de la société chilienne vis-à-vis de son histoire et de la leur pour diffuser une culture et une grille de lecture jusque là ignorée. Il n'est pas anodin que les *retornados* aient poursuivi une forme de militantisme au Chili dans le domaine des droits de l'homme pour sortir leur pays idéalisé en exil de la léthargie dans laquelle les années de plomb et le système néolibéral l'avait plongé. Ils devaient, d'une certaine manière, contribuer à la reconstruction d'une histoire à partir de l'expérience de l'exil.

Cette mémoire des exilés, quel que soit le moment du retour et qu'il ait eu lieu ou non, va trouver des créneaux d'expression au Chili sous la dictature militaire et la transition démocratique. Pour ceux rentrés sous la dictature, il s'agit de mener une action de solidarité avec la population en s'engageant directement dans l'opposition pour pouvoir vivre la résistance de l'intérieur et participer, ainsi, à la démocratisation du pays. D'autres choisissent de s'impliquer dans les secteurs social et associatif délaissés par le régime. On retrouve alors des exilés actifs au sein du Vicariat de la solidarité, de la FASIC, du CODEPU, de la PIDEE

[19]Peter Stobinski, Catherine Gittis et Bernd Rückert, *223 afiches de solidaridad con Chile*, Edicíon Comité de Solidaridad de la República Démocratica Alemana, 1981, 80 p.

[20] *Que pasa*, «Los chilenos exiliados», Santiago, 2 juin 1977. *Especial de Hoy*, «Capitulo V : Los desterrados : vivir sin Chile, cuando la creacion sale de viaje», Santiago, 1984, p.41-43 ; www.chile.exilio.free/chap03b.htm, exilio chileno, cultura y solidaridad internacional, filmographie des cinéastes chiliens en exil.

[21] *Especial de Hoy*, «Capitulo V : Los desterrados : vivir sin Chile, cuando la creacion sale de viaje», Santiago, 1984, p.41-43 ; www.chile.exilio.free/chap03b.htm, exilio chileno, cultura y solidaridad internacional, filmographie des cinéastes chiliens en exil.

[22] J. Leenhart et P. Kalfon, *Les Amériques latines en France*, Découvertes Gallimard, Paris, 1992, p.79 ; www.lecinemaderaoulruiz.com.

et de la commission chilienne des droits de l'homme[23]. L'extrême surveillance dont ils font l'objet restreint leur marge de manœuvre et il leur est presque impossible de s'investir de façon publique dans les sphères culturelles et académiques dont les portes restent closes. Cependant, d'une manière générale les *retornados* ne peuvent rester inactifs, et l'on retrouve cet engagement chez la seconde génération pour qui la confrontation avec un pays, qu'ils ne connaissent qu'à travers le regard idéalisé des parents, éveille un engouement réel[24].

A partir de 1988, des opportunités nouvelles sont offertes car des barrières administratives tombent. Si l'investissement social et sociétal demeure, les *retornados* intègrent la sphère académique et disposent de moyens d'expression nouveaux. Désormais, ils peuvent mettre en exergue les réalisations inhérentes à l'exil et les faire découvrir à la société chilienne ; en outre, cette ouverture sur le monde permet d'avoir accès à des ressources jusque là interdites par la censure. Indéniablement, l'impact des exilés dans les domaines artistiques et littéraires est notable dans la créativité longtemps confinée par la dictature.

Des expositions d'œuvres de Roberto Matta, de José Balmes et de Gracia Barrios sont organisées ; en 1999, J. Balmes reçoit le premier prix national des arts plastiques du Chili et, en 2002, le premier *Altazor* en 2002[25]. Son œuvre est immortalisée par un documentaire de Pablo Trujillo Novoa en 2012, intitulé « *Balmes El Doble Exilio De La Pintura* ». La maison d'édition *LOM* fondée en 1990 par des *retornados* de France concrétise un projet culturel pluridisciplinaire visant à susciter l'envie de connaissance dans des matières autrefois prohibées par la publication d'ouvrages et la traduction de textes jusqu'alors inaccessibles ; depuis plus de 1300 titres ont été édités. Les universités du Chili, de Santiago, et des principales villes chiliennes réintègrent des enseignants, déchus de leurs fonctions à partir de 1973, dans les sciences humaines et sociales comme Eugenia Neves, Eugenia Horwitz ou Augusto Samaniego. Lentement ces domaines de recherche sortent de l'ombre, car il faut attendre l'élection de Michelle Bachelet, elle-même réfugiée en Australie puis en République démocratique allemande, pour que le gouvernement se décide à aider les Arts, les humanités et les sciences sociales en allouant une somme de 30 mille millions de pesos[26].

Le cinéma de l'exil commence à être vu et les réalisateurs de la diaspora voient leur immense travail reconnu. Par exemple, le film de Raoul Ruiz, « *Palomita Blanca* » de 1973, jamais terminé dont les négatifs furent « perdus » pendant 15 ans est présenté au public chilien en 1992 au festival de Viña del Mar[27]. Une génération de chiliens, trop jeunes, pour avoir vécu le pronunciamiento de 1973, découvre la réalité de l'Unité populaire à travers des documentaires et des longs métrages conçus en exil puis par des *retornados*. Ainsi, l'histoire immédiate du Chili est interrogée par le 7ème art. Le cinéma chilien s'immisce dans cette introspection à la fin des années 90 avec deux films, reconnus par la critique, « *Amnesia* », en 1994, de Gonzalo Justiniano et « *Johny 100 Pesos* », en 1993, réalisé par Gustavo Graef qui critiquent respectivement le manque de transparence vis-à-vis de l'histoire, et le décalage entre la situation économique et les inégalités sociales. Les années 2000 ne sont pas en reste sur ce thème. Patricio Guzman, internationalement reconnu pour sa fresque anthropologique sur

[23] Comité de défense du droit des peuples et la Protection de l'enfance meurtrie par les Etats d'urgence.
[24] Fanny Jedlicki , « Les exilés chiliens et l'affaire Pinochet. Retour et transmission de la mémoire », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], N°7 | juin 2001, mis en ligne le 15 février 2004. URL : http://urmis.revues.org/index15.html
[25] Julia Guillamon, *Literaturas del exilio*, Santiago de Chile, p.20-21.
[26] Norambuena Carmen, « El exilio chileno, rio profundo de la cultura ibericoamericana », Cuadernos del CISH, n°23-24, 2008, p.170.
[27] Henry Welsh, « Cinéma chilien : entre le pardon et l'oubli », *Ciné-bulles*, vol.16, n°4, 1998 p.10.

l'Unité populaire, *La Batalla de Chile*, réalise en 2001 *El caso Pinochet* et, en 2004, *Salvador Allende*. De son côté, Carmen Castillo se replonge dans son histoire avec *Calle Santa Fe*, en 2007. Marco-Henriquez Ominami, issu de la seconde génération de l'exil, et candidat à l'élection présidentielle de 2009 où il obtient 20.13% des voix au premier tour, porte un regard critique sur les années de transition en dirigeant pour Arte, en 2002, le documentaire, *Los héroes están fatigados*. La troupe de théâtre Aleph, poursuit son activité artistique entre la France et le Chili, inscrivant ses pièces dans le respect d'un certain universalisme qui côtoie l'Histoire et l'exil à l'instar du *11 septembre de Salvador Allende*, en 2003, *Pablo Neruda : ainsi la poésie n'aura pas chanté en vain*, en 2004 ou *Hasta la vida siempre*, en 2007. Dans la plupart des secteurs sociétaux, l'empreinte de l'exil est palpable et assure le lien entre deux cultures.

Depuis quarante ans, le Chili et la France constituent les deux pôles de mobilités humaines et de transferts les unissant au delà des seules relations économiques propres à la mondialisation. En cela, ces flux sont les résultantes d'histoires immédiates ayant connu, se façon synchrone, des rapprochements en termes culturels et idéologiques. L'impact de l'affaire Pinochet en France montre cette proximité[28]. Aujourd'hui, selon les données du Ministère des relations extérieures chilien (source), 15782 ressortissants vivent en France[29]. Cette présence est contingente à l'exil et à l'intégration de ces individus en France. Pour autant, environ 5000 sont rentrés au Chili et ont participé, dans une moindre mesure, à la transition vers la démocratie et, surtout, à une réécriture de leur histoire après les années de plomb. Désormais, ces pays sont liés par ces échanges multiformes et une diaspora chilienne, fortement imprégnée par les trajectoires familiales post coup d'Etat. Au delà des illusions passées, les anciens exilés sont devenus français d'adoption et restés Chiliens dans l'âme ; les nombreuses associations chiliennes en France illustrent cette volonté de préserver une identité sans renier l'accueil qui leur fut fait à leur arrivée. De ce fait, des réseaux transnationaux existent et peuvent participer à la construction du Chili du XXIème siècle qui ne peut être envisagée sans l'acception d'un passé douloureux aux conséquences surprenantes qui transcendent les générations. Ainsi, retrouve-t-on des personnalités politiques, culturelles et académiques, dont les parcours les ont conduits en exil, occuper des fonctions influentes depuis l'avènement de la transition.

[28] Raphaële Bail, « L'affaire Pinochet : rencontre entre les médias et les Chiliens de France », http://alhim.revues.org/index416.html.

[29] INE-DICOEX, *Chilenos en el exterior Donde viven, cuántos son y qué hacen los chilenos en el exterior*, Santiago, 2005, p.11.